

## L'opposition burundaise veut presser le pouvoir de Bujumbura à négocier

@rib News, 10/06/2012 Conférence publique de la coalition ADC-Ikibiri Bruxelles - 09 juin 2012 De notre envoyé spécial à Bruxelles Le président de l'opposition burundaise réunie au sein de l'Alliance des Démocrates pour le Changement Burundi (ADC-IKIBIRI), M. Léonce Ndikumana, en compagnie du porte-parole de cette alliance M. Chauvineau Mugwengezo, a animé une conférence publique ce samedi 9 juin à Bruxelles sur le thème « L'ADC-Ikibiri comme alternative pour un changement au Burundi ». Le public avait répondu très nombreux à cette conférence très attendue, la salle était archicomble et certains se tenaient debout pour suivre attentivement l'exposé et les interventions. [Ndiriri Lire plus bas l'intégralité du Mot liminaire présenté par M. Léonce Ngendakumana]

Le modérateur du jour, M. Pancrace Cimpaye, a présenté l'animateur de la conférence, M. Léonce Ngendakumana, porte-parole de l'ADC-Ikibiri, M. Chauvineau Mugwengezo ; le coordonnateur-adjoint de l'ADC-Ikibiri à l'étranger les membres du Collège des présidents des partis membres de l'alliance présents à cette conférence. Dans son mot d'introduction, le coordonnateur-adjoint de l'ADC-Ikibiri à l'étranger a souhaité la bienvenue aux orateurs qui ont animé la conférence ainsi qu'au public venu en nombre pour cet événement qu'il a invité à suivre attentivement le message de l'ADC-Ikibiri, de poser des questions constructives et soumettre d'éventuelles propositions dans la bonne entente. D'emblée, l'orateur principal du jour, M. Léonce Ngendakumana, a précisé qu'il ne s'agit d'une conférence publique classique, mais bel et bien un moment d'échange entre Burundais et amis du Burundi. L'ultime but de chercher ensemble des solutions à la situation précaire que connaît le pays. A chacun de faire une contribution soit par des questions ou des propositions claires et constructives. Dans son exposé, M. Léonce Ngendakumana a brossé le tableau des lieux de la situation actuelle au Burundi dont les indicateurs sont au rouge. Entre autres, un gouvernement qui bafoue les droits de l'Homme, l'insécurité ponctuée par des assassinats ignobles sans poursuites judiciaires, une absence de bonne gouvernance, une corruption généralisée jusqu'au sommet de l'Etat, la pauvreté poussée de plus en plus à l'extrême. L'ADC-Ikibiri s'insurge contre l'entêtement du gouvernement à demander ce dernier à arrêter les intimidations perpétrées à l'encontre des membres de l'opposition et de la justice tous les coupables des exactions commises sur le sol burundais. Sur ce, l'Alliance pour la liberté d'expression de circulation pour les partis d'opposition extraparlamentaire, la fin de l'impunité, la libération des prisonniers politiques, l'arrêt immédiat de la « nyakurisation » des partis par le ministre de l'Intérieur. Toutefois, M. Léonce Ngendakumana a précisé que l'ADC-Ikibiri ne se croise pas les bras, qu'elle a une vision commune et des solutions alternatives pour redresser la situation actuellement précaire au Burundi. Notamment l'engagement sans délai d'un dialogue politique franc entre le pouvoir et l'opposition, le retour des exilés, l'évaluation des accords d'Arusha en associant tout le monde pour chercher des solutions consensuelles à la problématique des élections de 2015 ainsi que la mise en place de la justice transitionnelle. M. Léonce Ngendakumana a annoncé que de nouvelles structures de l'Alliance ont été adoptées par les présidents des partis membres. Ainsi, le président de l'ADC-Ikibiri a été élu pour un mandat de trois ans, renouvelable une seule fois. Avant de clore son exposé, le président de l'ADC-Ikibiri a invité la communauté internationale à presser le pouvoir de Bujumbura pour négocier avec l'opposition afin d'éviter des risques de guerre civile, de généralisation de la pauvreté galopante sans nom, de retour au parti unique/parti-État et d'État policier théâtre des violences meurtrières. Il a bien souligné que l'ADC-Ikibiri se bat pour sauvegarder des acquis des accords d'Arusha, la construction d'un pays concilié, et évidemment d'un Etat démocratique juste et équitable. Avant de passer la parole au porte-parole l'ADC-Ikibiri a insisté sur le fait que la « nyakurisation » est un phénomène dangereux qui est limité non seulement aux partis politiques mais aussi à tous les secteurs de la vie nationale, notamment la société civile. Dans les différentes interventions, le public a bien accueilli et apprécié les initiatives de l'ADC-Ikibiri tout en soulevant des interrogations sur les moyens que l'Alliance pourrait utiliser pour faire bouger le pouvoir en place. « Le chien aboie et la caravane passe, imbwa mujuri, ariya » sont des mots prononcés fièrement à plusieurs reprises par le président Nkurunziza et que déplore la population, selon un intervenant. D'autres questions ou propositions étaient orientées vers les accords d'Arusha, l'impunité, la corruption jusqu'au sommet de l'Etat, l'affaire la Une sur l'enquête en Belgique, l'Ombudsman burundais Mohammed Rukara, les viols des femmes dans la sous-région des Grands Lacs, etc. Un intervenant a pris longuement la parole pour faire signifier que le peuple est profondément et longuement abusé par la corruption, la quêtée, les mauvaises habitudes et se pose la question si le pouvoir actuel en est le seul responsable, s'il ne faudrait pas penser à une solution à long terme. Dans ses différentes réponses, le conférencier du jour qui maîtrise bien la situation actuelle dans le pays et a une longue expérience politique, a été très clair et complet. Vivant sur place, il était bien placé pour parler de l'état des lieux sur la situation actuelle au Burundi. Il a mis un accent tout particulier sur les accords d'Arusha, le seul outil qui est bien négocié par tous les partis politiques, tout en insistant sur son évaluation qui doit être discutée entre tous les partis politiques. Selon lui, l'ADC-Ikibiri doit être fort et trouver des stratégies de communication adéquate auprès de la population. M. Léonce Ngendakumana estime que le pouvoir actuel n'est pas fort car sa faiblesse évidente se manifeste dans la mauvaise gouvernance, la corruption, les assassinats de son peuple, l'impunité et l'Etat policier. L'ADC-Ikibiri annonce qu'elle mènera des actions politiques pacifiques jusqu'à ce qu'elle change ou à partir. Il a demandé à tout le peuple burundais et les amis du Burundi à tenir bon, à soutenir l'Alliance, se faire alternative pour un changement positif au Burundi, estime son président. La conférence s'est terminée par la présentation du site web de l'alliance ADC-burundi.org et l'entonnement de l'hymne de l'ADC-Ikibiri. Conférence de Bruxelles du 9 juin 2012 : Mot liminaire Thème central : L'ADC-IKIBIRI, seule alternative pour un changement démocratique au Burundi. Introduction Le Burundi a connu beaucoup de périodes très sombres qui ont été caractérisées par des massacres et des assassinats des grands hommes politiques à savoir le Prince Louis RWAGASORE, Héros national de l'indépendance et le Président Melchior NDADAYE, Héros national pour la Démocratie au Burundi. Ces massacres et assassinats cycliques ont provoqué une grave crise de confiance entre les différentes composantes du peuple burundais et ont entraîné des mouvements forcés de la population à l'étranger et à l'intérieur du pays. Les burundais ont

pendant plusieurs années dans des ghettos ethniques. Tous ces phénomènes ont conduit à des révoltes populaires dont la plus célèbre est celle de 1993 qui a conduit à la naissance de nouveaux phénomènes comme les mouvements politiques armés, les déplacements, les regroupements et les dispersés et ont créé un désordre politique, économique et social dans le pays. Il a fallu de nombreuses années pour que les Burundais parviennent à s'accorder sur la nature, les origines, les principaux auteurs et les conséquences du conflit qui les a opposés durant une quarantaine d'années. Depuis l'année 2000, les burundais disposent d'un accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation. Cet Accord repose sur quatre principes moteurs à savoir : Aucun gouvernement du Burundi ne peut plus recréer les causes historiques du conflit Burundais ; La démocratie et la bonne gouvernance doivent être le fondement de chaque gouvernement du Burundi ; La sécurité pour doit être une préoccupation constante tout gouvernement du Burundi ; La réhabilitation des sinistrés, la reconstruction du pays et le développement intégral doivent être une préoccupation constante de chaque gouvernement du Burundi. Les engagements pris dans cet Accord sont contenus dans la Constitution actuelle à l'exception du premier et du quatrième protocole. C'est le rejet de l'Accord d'Arusha par le pouvoir CNDD-FDD qui a relancé les tensions sociales et politiques que l'on observe actuellement dans le pays car, les mêmes causes engendrent les mêmes effets comme en témoignent les quelques faits suivants. I. Au niveau national : 1. Le rejet de l'Accord d'Arusha et la violation répétitive de la constitution par le pouvoir en place ; 2. La taille du parti CNDD-FDD et ses partis satellites comme la loi sur l'organisation et le fonctionnement des partis politiques, le projet de loi portant statut de l'opposition, le projet loi portant création de la Commission Vérité et Réconciliation et autres textes en cours de négociation visant à mettre un terme aux activités des partis politiques de l'opposition, de la société civile et des médias ; 3. La torture, les exécutions extrajudiciaires, le harcèlement, les arrestations et les emprisonnements abusifs et arbitraires ; 4. Les violations des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques ; 5. L'exil forcé des leaders de l'opposition ; 6. L'implication de la Coalition ADC-Ikibiri dans les massacres de Gatumba, dans l'assassinat des expatriés à l'hôpital de Ngozi et dans les troubles de l'Université du Burundi ; 7. La détérioration des relations avec presque la quasi-totalité de ses partenaires ; 8. L'impunité des crimes surtout commis par de hauts responsables impliqués dans ces crimes politiques et économiques ; 9. Le harcèlement de la société civile ; 10. L'impunité de la justice ; 11. L'ingérence du pouvoir exécutif dans le pouvoir judiciaire a porté un coup dur sur l'indépendance de la Magistrature. Ainsi, le pouvoir judiciaire est devenu incapable d'instruire, de clarifier et de réprimer les crimes politiques et économiques dans lesquels certains hauts cadres de l'Etat sont impliqués. 3. Au niveau social : 1. Le retour à une guerre civile fratricide et insensée dans le pays ; 2. La mise en place d'une milice communautaire du parti CNDD-FDD ; 3. La politisation et l'instrumentalisation de l'armée, de la police nationale et des renseignements. 4. Au niveau économique : Comparé à d'autres pays, en termes de classement, le Burundi est : 1. Le plus corrompu des pays de l'EAC selon Transparency International ; 2. L'un des pays dont le PIB est le plus faible par habitant ; 3. L'un des trois derniers au monde sur l'IDH (PNUD) ; 4. L'un des premiers pays les plus corrompus au monde selon Transparency International ; 5. La situation des finances publiques est très déplorable. Un budget qui dépend fortement des appuis des bailleurs de fonds étrangers ; 6. Les pratiques de corruption, de détournements des deniers publics et des malversations économiques presque institutionnalisées ; 7. La multiplication des postes budgétaires à des fins propagandistes du parti CNDD-FDD ; 8. Au niveau social : 1. Relations souvent tendues entre le gouvernement et les syndicats des travailleurs ; 2. L'improvisation des mesures sans être saluaires dans les secteurs clés de la nation : Education et santé ; 3. La paupérisation excessive de la population. III. Alternative de solutions Face à cette situation explosive, et à ce que le Burundi ne replonge dans des cycles de violence, nous proposons le schéma suivant : Engager sans délai le dialogue politique pour : 1. Rétablir la confiance dans le pays ; 2. Créer un environnement propice au dialogue politique ; 3. Procéder à l'évaluation de mise en œuvre de l'Accord d'Arusha et en dégager les enseignements ; 4. Permettre d'amender la Constitution ; 5. Aborder les deux grands défis de l'heure à savoir la problématique des élections de 2015 et celle de la mise en place des mécanismes de la justice transitionnelle dans l'esprit de ce qui vient d'être convenu lors de la rencontre se passant en Suisse (CAUX) entre certains acteurs burundais. C'est pourquoi, afin d'affronter avec force et cohérence les problèmes qui minent le Burundi et se placer comme une alternative incontestable au pouvoir en place à Bujumbura, les Partis membres de la Coalition ADC-Ikibiri viennent d'adopter une plate-forme et un programme communs à l'issue d'une vision commune, qui serviront de guide de travail pour atteindre les résultats positifs à court, moyen et long terme. Ils ont de se doter d'un leadership unique qui la conduira jusqu'au-delà des élections de 2015. Un Président élu pour un mandat de 3 ans vient d'être désigné. Je profite de cette occasion pour demander à vous tous, Burundais et amis du Burundi résidant à l'étranger et désireux d'un Burundi réconcilié, paisible et prospère, d'appuyer et soutenir les efforts menés par vos compatriotes sur terrain ; Malgré les efforts que nous sommes en train de mener pour bâtir une nation digne, nous avons un sérieux problème : l'entêtement du gouvernement du Président Pierre Nkurunziza. C'est pourquoi la Coalition ADC-Ikibiri demande : - Au Président Nkurunziza et à son Gouvernement d'arrêter immédiatement les pratiques d'intimidation et s'atteler à créer un environnement propice au dialogue politique ; - de vue d'affronter ensemble les grands défis de l'heure ; de traduire en justice les membres des forces de l'ordre et de la sécurité, les jeunes imbonerakure ainsi que les agents du Service National des Renseignements, coupables de violation des droits de l'homme ; de libérer sans conditions et sans délai tous les prisonniers politiques ; - au Ministre de l'Intérieur de surseoir à sa politique de restriction des libertés publiques pour les partis politiques de l'opposition ainsi qu'à la Coalition ADC-Ikibiri ; de cesser de diviser les partis et de les intimider ; de mettre fin à sa politique de décapitation et de procéder à la dissolution de tous partis nommés nyakuri ; - à la communauté internationale et aux amis du Burundi de faire pression sur les tenants du pouvoir en place pour qu'ils acceptent de négocier avec l'opposition réunie au sein de la coalition ADC-Ikibiri, afin de trouver des solutions durables aux problèmes burundais ;

